



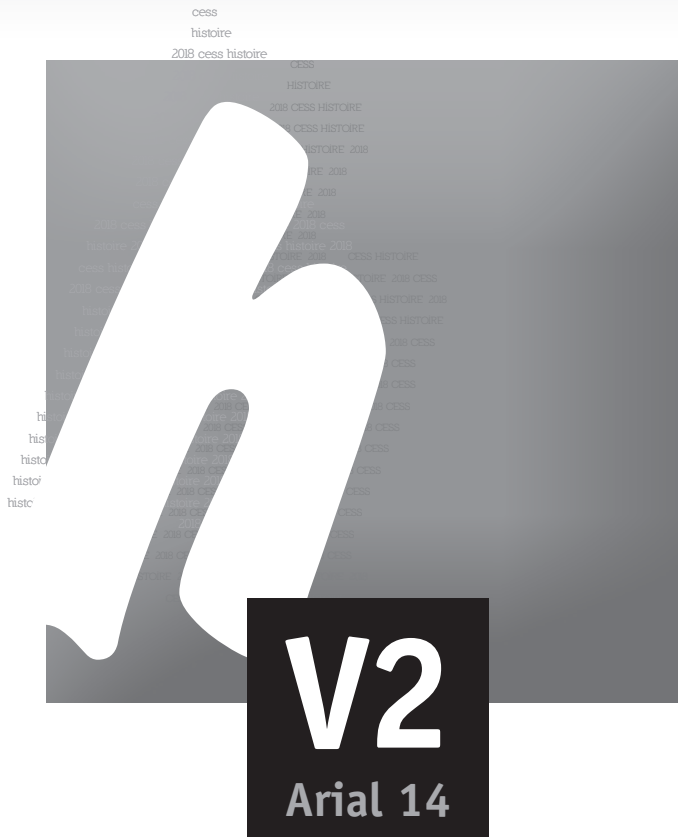
FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
ENSEIGNEMENT.BE

ÉPREUVE EXTERNE COMMUNE

CESS2018

HISTOIRE

QUESTIONNAIRE | LUNDI 18 JUIN



NOM : _____

PRÉNOM : _____

CLASSE : _____

N° D'ORDRE : _____

Aujourd'hui, les médias évoquent fréquemment les difficultés économiques et sociales que connaissent nos régions à tel point que de nombreux citoyens ont l'impression de vivre, depuis des décennies, une crise économique dont on semble ne pas sortir.

Certains historiens utilisent même l'expression « Les Trente Piteuses » pour désigner cette crise qui aurait débuté dans les années 1970 et qui se prolongerait jusqu'à aujourd'hui. D'autres spécialistes de l'histoire économique remettent en cause cette perception, particulièrement pour les années 1970.

À partir du dossier documentaire et de tes connaissances sur le contexte historique de cette époque, apporte une réponse nuancée à la question de recherche suivante sous la forme d'un texte de synthèse.

Dans quelle mesure l'économie des pays occidentaux est-elle ou non en crise de 1973 à 1979 ?

Attention

Tu disposes de 100 minutes pour réaliser ce travail.

Tu es autorisé à utiliser un dictionnaire des noms communs.

Tout élément de réponse qui serait essentiellement composé de « copier-coller » ou qui serait erroné ne recevra aucun point.

Ta synthèse sera évaluée selon les indicateurs suivants :

L'introduction 20 points

- rappelle la question de recherche ;
- replace la question de recherche dans son contexte historique général : 3 éléments de contexte sont développés.

Le développement 50 points

- identifie et développe 6 éléments du dossier documentaire qui caractérisent une situation de crise ou de non-crise ;
- mesure le degré de crise ou de non-crise par 4 éléments issus de la confrontation d'informations contenues dans les documents ;
- est structuré de façon cohérente ;
- mentionne pour chaque élément de réponse le ou les documents d'où les informations sont tirées.

La conclusion 20 points

- apporte une réponse nuancée à la question de recherche ;
- est cohérente avec le développement.

Langue et soin 10 points

- orthographe, syntaxe, vocabulaire ;
- soin.

TOTAL 100 points



**Fédération Wallonie-Bruxelles / Ministère
Administration générale de l'Enseignement**
Boulevard du Jardin Botanique, 20-22 – 1000 BRUXELLES
www.fw-b.be – 0800 20 000
Impression : EVMprint - info@evmprint.be
Graphisme : Sophie JEDDI - sophie.jeddi@cfwb.be
Juin 2018

Le Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Rue Lucien Namèche, 54 – 5000 NAMUR
0800 19 199
courrier@mediateurcf.be

Éditeur responsable : Frédéric DELCOR, Secrétaire général

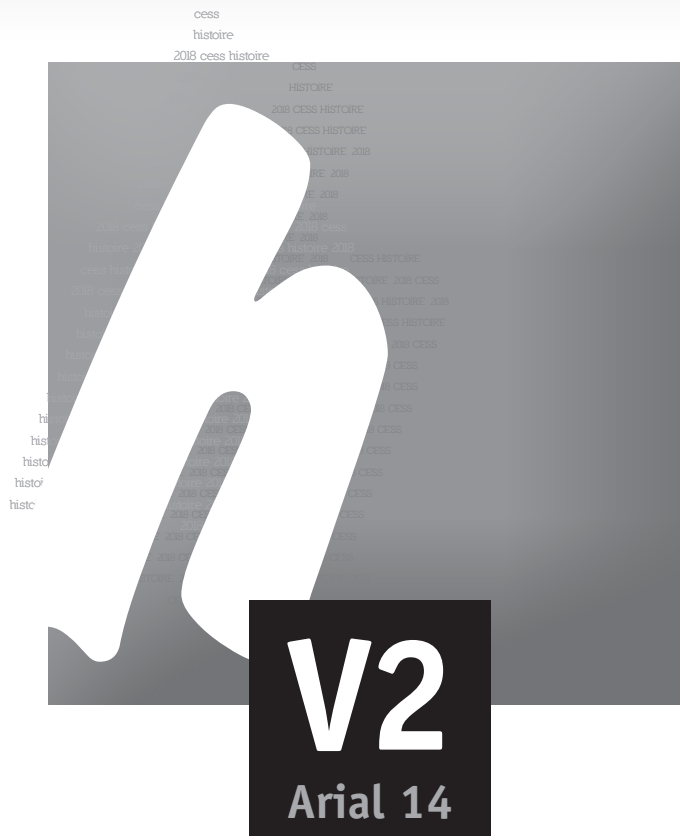
La « Fédération Wallonie-Bruxelles » est l'appellation désignant usuellement la « Communauté française » visée à l'article 2 de la Constitution

ÉPREUVE EXTERNE COMMUNE

CESS2018

HISTOIRE

PORTEFEUILLE DE DOCUMENTS | LUNDI 18 JUIN



NOM : _____

PRÉNOM : _____

CLASSE : _____

N° D'ORDRE : _____

Les différents documents relatifs à cette évaluation externe ont été rédigés selon les rectifications orthographiques de 1990 à l'exception des textes ou extraits de textes d'auteurs qui, eux, ont été retranscrits sans aucune modification.

DOSSIER DOCUMENTAIRE

DOCUMENT

1



Légende de la photo : Un des modes de transport alternatif rencontré en Europe en 1973, à la suite de la pénurie de pétrole.

Source : Photographie diffusée par l'agence de presse Keystone, le 26 novembre 1973, en Allemagne. Auteur non identifié.

Keystone : agence de presse fondée au début des années 1900 à Londres. Cette agence internationale compte aujourd'hui plusieurs bureaux (Londres, Paris, Montréal...).

Longtemps l'Europe occidentale a cru révolu le temps des crises économiques. Il lui faut se rendre à l'évidence : la crise n'est pas morte. Mais elle a changé...

[...]

La crise actuelle est d'une certaine manière banale. Des usines ferment ; le chômage croît ; le commerce mondial régresse ; les stocks augmentent ; les faillites d'entreprises progressent ; la production industrielle et le PNB reculent ; la consommation plafonne ; l'endettement des entreprises s'alourdit ; tel est le spectacle qu'offrent tous les grands pays en 1974-1975. [...]

On peut ramener à trois aspects les caractères insolites de la crise.

- Le premier concerne la crise elle-même en 1974-1975 : celle-ci confirme avec éclat un phénomène apparu dans le milieu des années 1960 : la « stagflation ». [...]

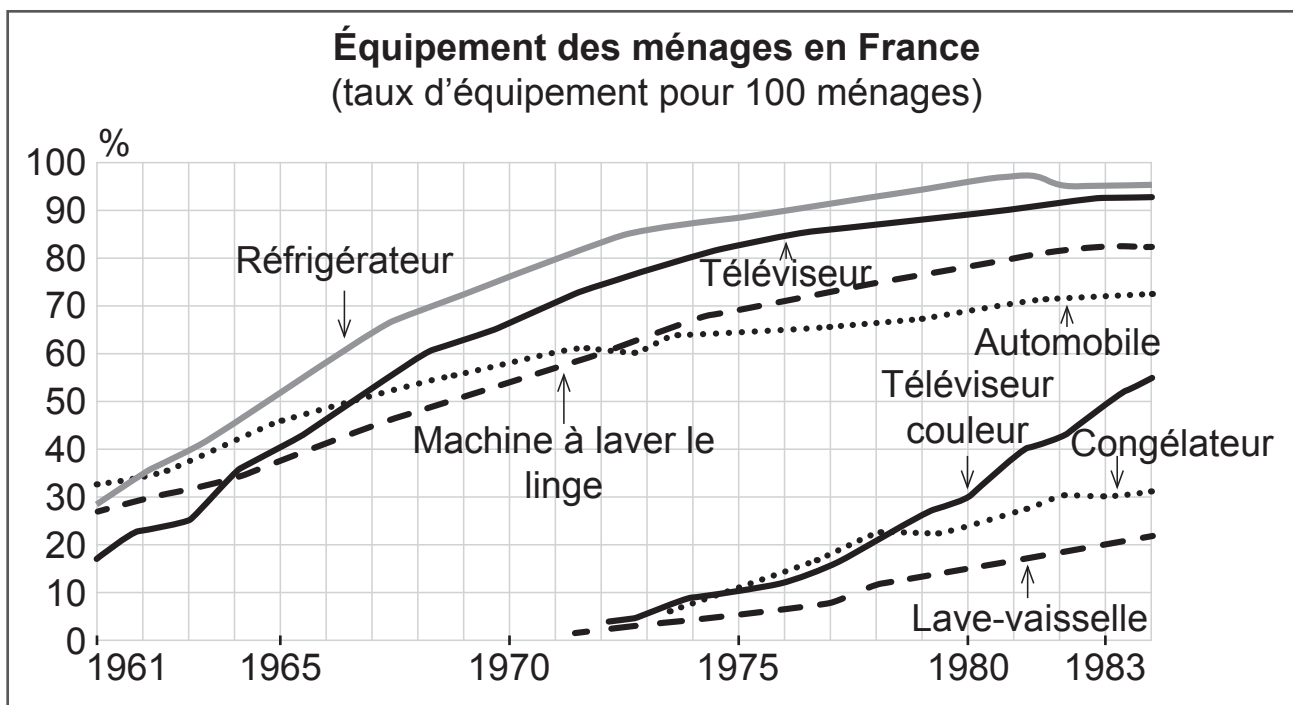
La « stagflation » c'est la coïncidence au même moment : 1°) du ralentissement de la croissance globale [...] avec, 2°) le maintien de prix très élevés, en hausse constante [...]. Auparavant, avant la Deuxième Guerre mondiale, comme avant la Première, les prix baissaient pendant les crises ; et cette baisse était un élément de rééquilibrage, de régulation, puis de reprise ultérieure. [...]

- Le deuxième caractère nouveau de la crise est la persistance d'un chômage croissant, même en temps de reprise provisoire ; chômage dit structurel inéliminable [...].
- Le troisième caractère [...] En principe, après une crise mondiale, la reprise est générale, et gagne tous les pays [...]. Désormais, non. Voici le fait : de 1976 à 1978 certains pays avancés sont sortis de la crise ; d'autres non.

Source : Jean BOUVIER, « D'où vient la crise économique mondiale ? », in L'Histoire, n°15, septembre 1979, p. 117-124.

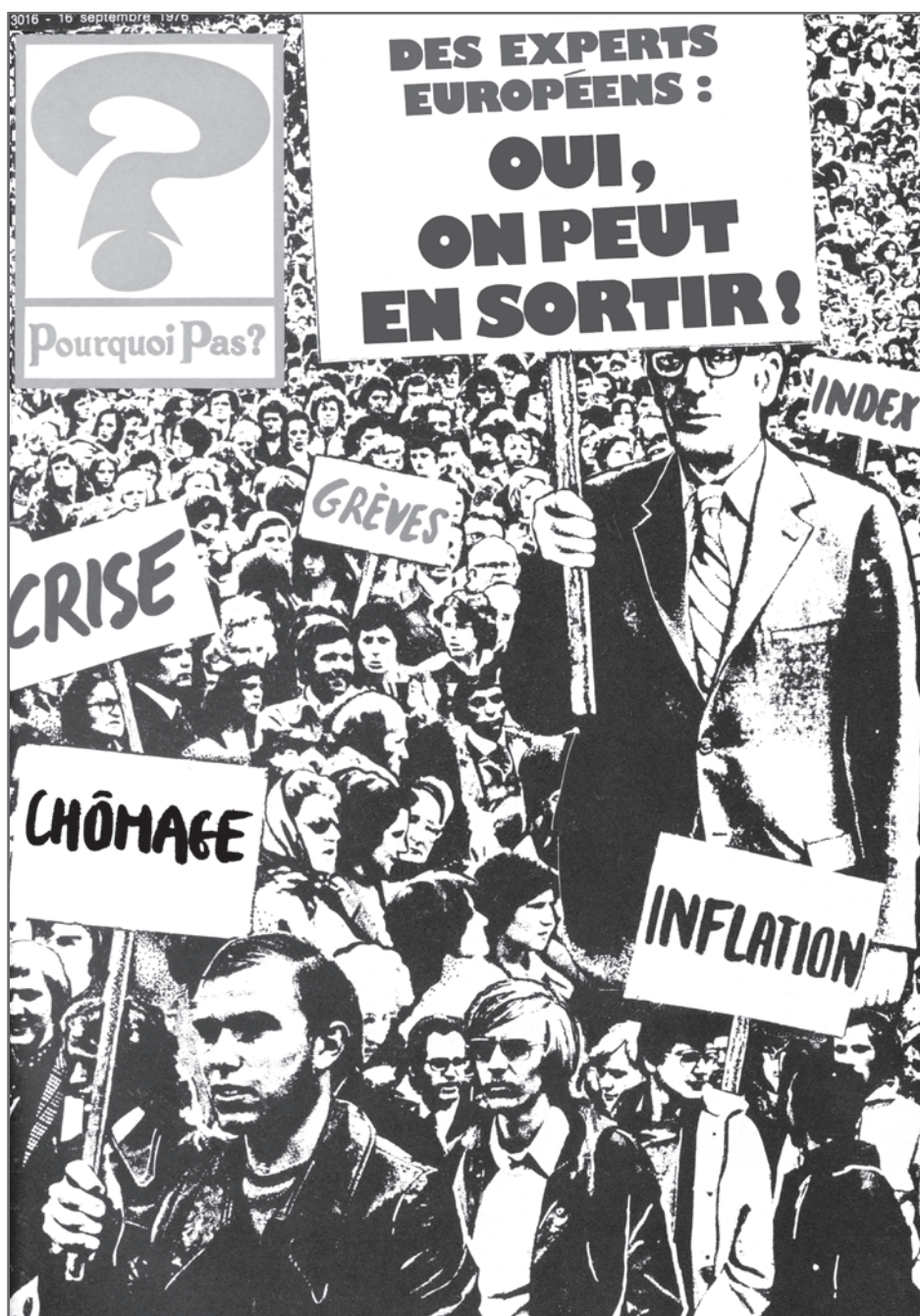
Jean BOUVIER (1920-1987) : historien et économiste français, spécialiste de l'histoire économique des XIX^e et XX^e siècles.

PNB (Produit National Brut) : somme des valeurs des biens et services produits en un an par les entreprises nationales et étrangères sur le territoire du pays. Aujourd'hui on parle de PIB et plus de PNB.



Source : INSEE, Tableau de l'économie française, 1985, p. 79.

INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques) : Institut national de la statistique et des études économiques qui collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises.



Source : Couverture du Pourquoi Pas ?, n° 3016, Bruxelles, 16 septembre 1976.

Pourquoi Pas ? : hebdomadaire belge de tendance libérale fondé en 1910.

Index ou indexation automatique des salaires : système qui permet d'adapter les salaires à l'évolution du coût de la vie en vue de protéger le pouvoir d'achat. Il est calculé en fonction d'un indice établi selon le prix de biens et de services consommés couramment par les ménages.

Le voyageur étranger qui vient passer quelques jours à Londres pour « prendre la température » de la vieille Angleterre doit penser que la fameuse « crise nationale la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale » dont on lui a tant parlé n'est qu'une mauvaise plaisanterie.

[...]

Le fait est qu'à première vue, le touriste étranger ne manquera guère de s'exclamer : « Mais tout marche, tout fonctionne ! ».

Après tout, les Britanniques ne paraissent ni affamés, ni gelés, ni en guenilles. À voir l'intense circulation automobile, les magasins remplis de marchandises et de clients, les salles de spectacle combles tous les soirs, les restaurants [...], le voyageur en conclura que le désastre dont on lui a parlé n'a pas eu lieu [...].

Le touriste qui s'émerveille devant l'activité de la capitale n'a évidemment pas la même notion des choses que l'ouvrier et l'employé qui, mettant 5 ou 6 heures pour se rendre à leur travail et rentrer chez eux, faute de trains [...], font figure de briseurs de grève (des chauffeurs et mécaniciens de locomotive) en se servant de leur voiture ou de leur moto. [...]

Et il [le touriste] n'a pas les soucis de la ménagère anglaise qui, à cause de la pénurie d'emballages et de dérivés du pétrole, trouve difficilement à acheter du papier hygiénique, des détergents pour la vaisselle et le linge [...]. Ceci, sans compter que ladite ménagère doit se dépêcher d'aller acheter son pain, les boulangers en gros ayant averti les détaillants qu'en raison des restrictions de force motrice, la production est désormais strictement limitée.

Mais ce sont là de petites misères comparées au fait qu'un million et demi de travailleurs, mis à pied par la semaine de trois jours, rentrent chez eux chaque semaine avec une paie réduite d'un tiers ou davantage, tandis que leurs collègues plus privilégiés qui touchent un salaire hebdomadaire garanti se demandent à quel moment la petite entreprise qui les emploie sera acculée à la faillite. [...]

Et s'il [le touriste] se rend en visite chez des amis, ses hôtes seront trop polis pour lui faire remarquer que la pièce où ils le reçoivent est la seule qui soit normalement chauffée et éclairée dans la maison [...].

Source : Jacques CHAMPAGNE, « L'art de se brosser les dents dans le noir... », in Le Soir, 7 février 1974, p. 5.

Jacques CHAMPAGNE : correspondant à Londres du journal Le Soir en 1974.

Le Soir : quotidien belge d'information de langue française fondé en 1887.



Légende de la photo : Embouteillages monstres sur les routes françaises autour de Lyon. Il s'agit parmi d'autres de Français et de Néerlandais qui partent en vacances ou en reviennent.
France, 30 juillet 1978.

Source : Photographie diffusée par l'agence de presse United Press International. Auteur non identifié.

UNITED PRESS INTERNATIONAL (UPI ou United Press) : agence de presse américaine créée en 1907 et disparue dans les années 1990.

Si nous prenons le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), la variable clé utilisée par les historiens et les économistes pour prendre la mesure du « progrès » et restituer les fluctuations de l'économie, nous ne sommes évidemment ni en « crise », ni en « dépression ». De 1973, point de départ de la « crise », à 1995, le taux de croissance du PIB a été en moyenne de 2 % par an. Ce qui, en longue durée, fait de notre « crise » l'une des périodes les plus brillantes de l'histoire économique.

[...]

Ce que nous vivons en fait est une décélération du taux de croissance, qui ne se traduit aucunement par une diminution du volume des richesses produites. Certes, les taux de croissance des « Trente Glorieuses » ne sont plus là, mais la vraie question est de savoir si ces taux n'étaient pas exceptionnels [...].

En 1950, en fait, les niveaux de production et de vie n'étaient guère supérieurs à ce qu'ils étaient à la fin des années 1890. Aujourd'hui, avec un taux de croissance moyen annuel de 2 %, nous avons retrouvé la pente « naturelle » de croissance qui est celle des pays industrialisés depuis le début du XVIII^e siècle.

Pourtant, nous avons bien le sentiment d'être en « crise » : on nous le dit assez ! En permanence, rôde autour de nous le spectre de la « dépression », fantasme alimenté par la montée du chômage, le spectacle de la pauvreté, l'incapacité des politiques à trouver des solutions à nos angoisses, le sentiment que notre avenir est incertain, comme notre emploi, et que s'y ajoutent la détresse des banlieues, la dégradation du milieu naturel, le malaise des jeunes, le SIDA, les malheurs de l'Afrique, la menace nucléaire, l'envolée de la Bourse, la spéculation financière, les critères de Maastricht, les drames de Vilvorde.

[...]

Pour définir la période que nous vivons depuis une vingtaine d'années, je serais donc tenté d'inventer un néologisme et de la baptiser « croissance dépressive », c'est-à-dire marquée à la fois par une croissance tout à fait « convenable » et une série de difficultés et malaises qui nous la font nier.

Source : Jacques MARSEILLE, « Six questions sur la crise. Sommes-nous réellement en crise ? », in L'Histoire, n° 215, novembre 1997, p. 56-57.

Jacques MARSEILLE (1945-2010) : historien français, spécialiste d'histoire économique.

Les « critères de Maastricht » : critères économiques (issus du traité de Maastricht signé le 7 février 1992) que doivent respecter les pays membres de l'Union européenne pour appartenir à la zone euro. Parmi ces critères, on trouve : la maîtrise de l'inflation, de la dette publique et du déficit public.

L'usine Renault de Vilvorde au nord de Bruxelles fut fermée en 1997 par le Groupe Renault lors de l'une de ses restructurations. Cette fermeture, accompagnée d'un licenciement collectif, a été ressentie à l'époque comme extrêmement brutale.

Avez-vous perçu les années 1970 plutôt comme une période de crise ou comme une période de croissance ? Avez-vous ressenti une différence avec les années 1960 ?

Le souvenir que j'en ai, c'est qu'au cours des années 1960 nous avons bénéficié peu à peu d'un certain confort matériel et que cela a continué dans les années 1970, que ce soit chez moi ou dans les maisons voisines. La seule chose qui m'ait marqué ce sont les dimanches sans voiture. C'était quelque chose de tout-à-fait particulier : il fallait se déplacer à vélo si on voulait jouer au football ; on pouvait se rendre en ville et marcher à peu près où on voulait sans faire attention à ne pas se faire renverser.

Dans les années 1970 – ce sont des souvenirs – j'ai l'impression que les choses ont continué sur la lancée de ce qui se passait auparavant. Mais dans les années 1980 où j'ai moi-même commencé à travailler, les choses ont changé.

Avez-vous le souvenir que, dans les années 1970, la hausse continue des prix était un sujet de préoccupation pour votre famille ou votre entourage ? Ce phénomène a-t-il modifié vos habitudes de consommation ?

L'inflation, pour moi, à l'époque, cela ne représentait pas grand-chose. Ce qui est sûr, c'est que quand je repense à cette époque, pas mal de personnes ont commencé à avoir des voitures, ce qui n'existait pas forcément auparavant. Lorsque j'étais plus jeune, la rue était pratiquement vide de voitures puis, avec le temps, il y en a eu de plus en plus. On a construit quelques garages par-ci, par-là, sur quelques mètres carrés parce que les maisons n'avaient pas de garage. Je me souviens être parti en vacances au camping et y avoir retrouvé des voisins du quartier. Ce sont des choses qui peu à peu ont existé et qui ont continué à exister dans les années 1970. À cette époque, de nombreux jeunes ont eu des mobylettes – Camino, Amigo, voire Dax – qui ont remplacé les vélos.

La sensation de rupture, dans vos souvenirs, est donc davantage liée aux années 1980 ?

Oui. Une série de mesures d'économie ont été prises par les gouvernements. Beaucoup de gens dont la vie avait toujours été centrée sur le travail ont dû prendre leur prépension. Ce fut le cas de mon père qui a dû arrêter de travailler à 55 ans.

À cette époque, j'ai moi-même commencé à travailler, en tant

qu'enseignant. Il était alors très difficile de trouver un emploi. On travaillait un peu, on chômait beaucoup. Les collègues qui avaient quelques années de plus me disaient : « vous auriez dû arriver il y a quelques années – c'est-à-dire dans les années 1970 – parce que là les emplois étaient beaucoup plus faciles à trouver. »

Source : Propos tenus par Christian CHARLIER lors d'une interview réalisée le 20 juin 2017.

Christian CHARLIER : historien de formation, était adolescent dans les années 1970. Il habitait dans un quartier ouvrier de la banlieue liégeoise. Son père travaillait dans l'industrie sidérurgique, à l'usine Cockerill ; sa mère était enseignante.

RÉFÉRENCES DES DOCUMENTS

- **Document 1** - KEYSTONE-FRANCE, Crise Pétrolière En Allemagne.
<http://www.gamma-rapho.com/fr/asset/fullTextSearch/search/5000033_001/page/1>
Consulté le 18 octobre 2017.
- **Document 2** - Jean BOUVIER, « D'où vient la crise économique mondiale ? », in L'Histoire, n° 15, septembre 1979, p. 117-124.
- **Document 3** - INSEE, « Équipement des ménages en France (taux d'équipement pour 100 ménages) », in Tableau de l'économie française, 1985, p. 79.
- **Document 4** - Pourquoi Pas ?, n° 3016, Bruxelles, 16 septembre 1976, p. 1.
- **Document 5** - Jacques CHAMPAGNE, « L'art de se brosser les dents dans le noir... », in Le Soir, 7 février 1974, p. 5.
- **Document 6** - AGENCE UNITED PRESS INTERNATIONAL, Lyon, 30 juillet 1978. Nationaal Archief/Collection Spaarnestad.
<<http://www.gahetna.nl/collectie/afbeeldingen/fotocollectie/zoeken/weergave/detail/start/0/tstart/0/q/zoekterm/vakantie%201978>>
Consulté le 18 octobre 2017.
- **Document 7** - Jacques MARSEILLE, « Six questions sur la crise. Sommes-nous réellement en crise ? », in L'Histoire, n° 215, novembre 1997, p. 56-57.
- **Document 8** - Propos tenus par Christian CHARLIER lors d'une interview réalisée le 20 juin 2017.



**Fédération Wallonie-Bruxelles / Ministère
Administration générale de l'Enseignement**
Boulevard du Jardin Botanique, 20-22 – 1000 BRUXELLES
www.fw-b.be – 0800 20 000
Impression : EVMprint - info@evmprint.be
Graphisme : Sophie JEDDI - sophie.jeddi@cfwb.be
Juin 2018

Le Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Rue Lucien Namèche, 54 – 5000 NAMUR
0800 19 199
courrier@mediateurcf.be

Éditeur responsable : Frédéric DELCOR, Secrétaire général

La « Fédération Wallonie-Bruxelles » est l'appellation désignant usuellement la « Communauté française » visée à l'article 2 de la Constitution